

Le Sénat américain adopte la loi portant création d'une mégagence de développement pour contrer la Chine en Afrique

Source : Ecofin

Date : 05/10/2018

Le Sénat américain a adopté le 3 octobre, une loi autorisant la création d'une grande institution de financement du développement pour tenter de contrer l'influence grandissante de la Chine dans les pays en développement, et plus particulièrement en Afrique, où l'Empire du Milieu avait annoncé en septembre dernier, 60 milliards de dollars supplémentaires d'investissements.

Connue sous l'appellation de Build Act (Better Utilization of Investment Leading to Development/ Une meilleure utilisation des investissements conduisant au développement), cette loi a été adoptée à une majorité de 93 voix contre 6.

Baptisée la Société américaine de financement du développement international (US International Development Finance Corporation (USIDFC)), la nouvelle institution est issue de la fusion de plusieurs agences gouvernementales américaines, dont l'Overseas Private Investment Corporation (OPIC) et plusieurs divisions de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).

L'USIDFC, qui aura la capacité de mobiliser 60 milliards de dollars de financements, sera aussi autorisée à réaliser des investissements en actions et à prendre des participations dans des entreprises ou des projets en cours de développement.

La création de la nouvelle institution de financement de développement intervient alors que Pékin multiplie ses investissements dans les pays en développement, et plus particulièrement en Afrique. La Chine avait en effet, annoncé le 3 septembre dernier, qu'elle allait accorder 60 milliards de dollars supplémentaires de financements à des pays africains. Cette enveloppe comprend des lignes de crédit évaluées à 20 milliards de dollars, 15 milliards de dollars en subventions, prêts sans intérêt et prêts concessionnels, 10 milliards de dollars au titre d'un fonds spécial et 5 milliards de dollars pour soutenir les importations en provenance de l'Afrique.

«*La BUILD Act offre une alternative financièrement saine aux initiatives dirigées par la Chine qui ont laissé de nombreux pays en développement profondément endettés.*», a déclaré le président de l'OPIC, Ray W. Washburne (photo), dans un communiqué publié le 3 octobre.

Selon des sources proches du dossier, citées par le *Financial Times*, l'USIDFC est présentée par l'administration américaine comme étant «*le fer de lance de la lutte contre la diplomatie de la dette chinoise*».

En août dernier, seize sénateurs américains ont adressé au secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin, une lettre dans laquelle ils déplorent le fait que le Fonds monétaire international (FMI) se trouve souvent obligé de voler au secours de certains pays dont les finances publiques ont été grevées par des «*prêts prédateurs chinois destinés à financer des projets d'infrastructures*».

Les sénateurs se sont aussi inquiétés du fait que les prêts servis à tour de bras par l'Empire du Milieu à Djibouti, pourraient permettre à Pékin de prendre le contrôle du principal port de ce pays de la Corne de l'Afrique, où les Etats-Unis, le Japon et la France disposent déjà de bases militaires.